

Dans la foulée d'Artamis, d'autres artistes sollicitent l'Etat

JdG
74/9/96

Action Studio réclame une aide pour trouver des locaux privés désaffectés.

«**N**ous souhaitons signer un contrat de confiance et de garantie avec les pouvoirs publics du canton de Genève afin de pouvoir négocier l'ouverture légale et rapide de locaux privés en faveurs d'activités socioculturelles.» Action Studio, l'association qui gère actuellement à Bell'Usine (Carouge) une quinzaine d'ateliers artistiques, veut profiter de la brèche ouverte par Artamis, une autre fédération d'artistes et d'artisans qui vient d'obtenir le droit d'utiliser les bâtiments vides des Services industriels de Genève (nos éditions du 11 septembre).

L'Association, qui s'est alliée avec la Fédération pour l'expression associative regroupant des ONG et des associations diverses, fait donc connaître ses propres revendications en matière de locaux. Selon elle, environ 240 000 mètres carrés de lo-

caux privés seraient disponibles à Genève. Le «contrat de confiance et de garantie», dont les termes exacts ne sont pas encore décidés, serait une reconnaissance officielle d'Action Studio. Il servirait à rassurer les propriétaires sur ses intentions et contribuerait à réduire la tension sociale qui règne actuellement.

«Les voies légales fonctionnent-elles?»

«Après la force, les voies légales fonctionneraient-elles?», se demande Ivan Grivel, responsable d'Action Studio, en faisant allusion aux méthodes d'Artamis. Par souci de légalité, Action Studio a préféré ne pas collaborer avec Artamis. Elle soutient cependant ses revendications, et elle félicite la prise de conscience du Conseil d'Etat quant à l'urgence des besoins exprimés par les artistes et les artisans. Mais

désormais, Action Studio, compte être entendue à son tour.

Ivan Grivel en a d'ailleurs gros sur le cœur. Il aime à préciser que cela fait dix ans qu'il essaie de convaincre les autorités de l'importance de mettre à disposition des associations, des ONG, et des artistes les nombreux espaces désaffectés de la ville. De plus, l'an passé, les deux tiers de Bell'Usine ont dû être évacués pour être détruits et, depuis l'automne 1995, M. Grivel était en négociation avec les SIG et l'Etat pour réloger à la Jonction certains de ses membres qui se sont retrouvés sans atelier. Par la suite, pour ne pas entraver la démarche d'Artamis et de créer des bagarres intestines, Action Studio s'est retirée de la partie. Et si la méthode légale restait inefficace? «Alors, cela veut dire qu'il n'y a plus de démocratie», conclut Ivan Grivel.

Anton Vos